

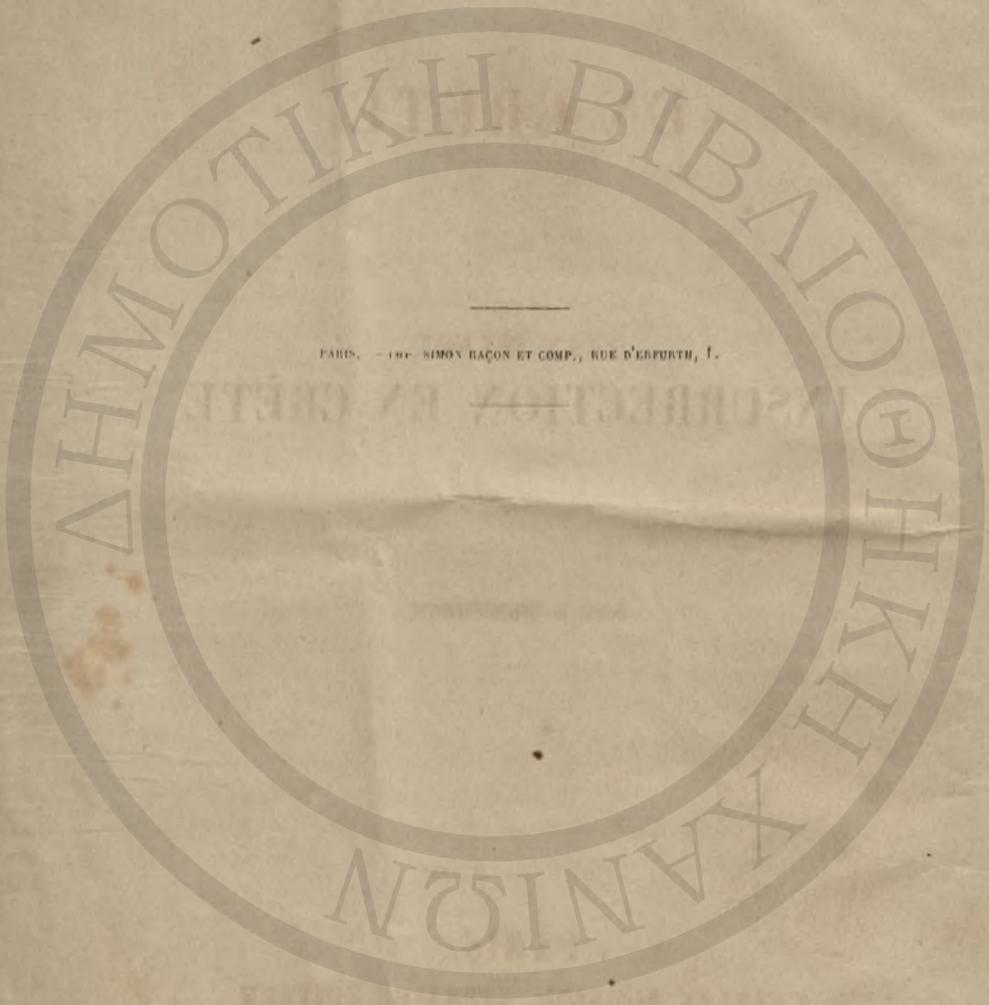
UNE

INSURRECTION EN CRÈTE

1287

13

ΕΠΙΣΤΗΜΟΝ



PARIS. — 186. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

ΕΠΙΣΤΗΜΟΝ

ΧΑΝΙΑ

ΕΠΙΣΤΗΜΟΝ

ΔΗΜΟΤΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ  
 — ΧΑΝΙΩΝ —  
 Αδφ. Εριθ. 1962  
 Χρονολ. Είσαγ 20-3-1963  
 ΕΙΔΙΚΟΤΗΣ ΔΕΛΤΑ 15/4/63  
 Αριθ. 240 56 9 / ΤΗΣ

UNE

# INSURRECTION

## EN CRÈTE

PAR

LÉON THÉNON

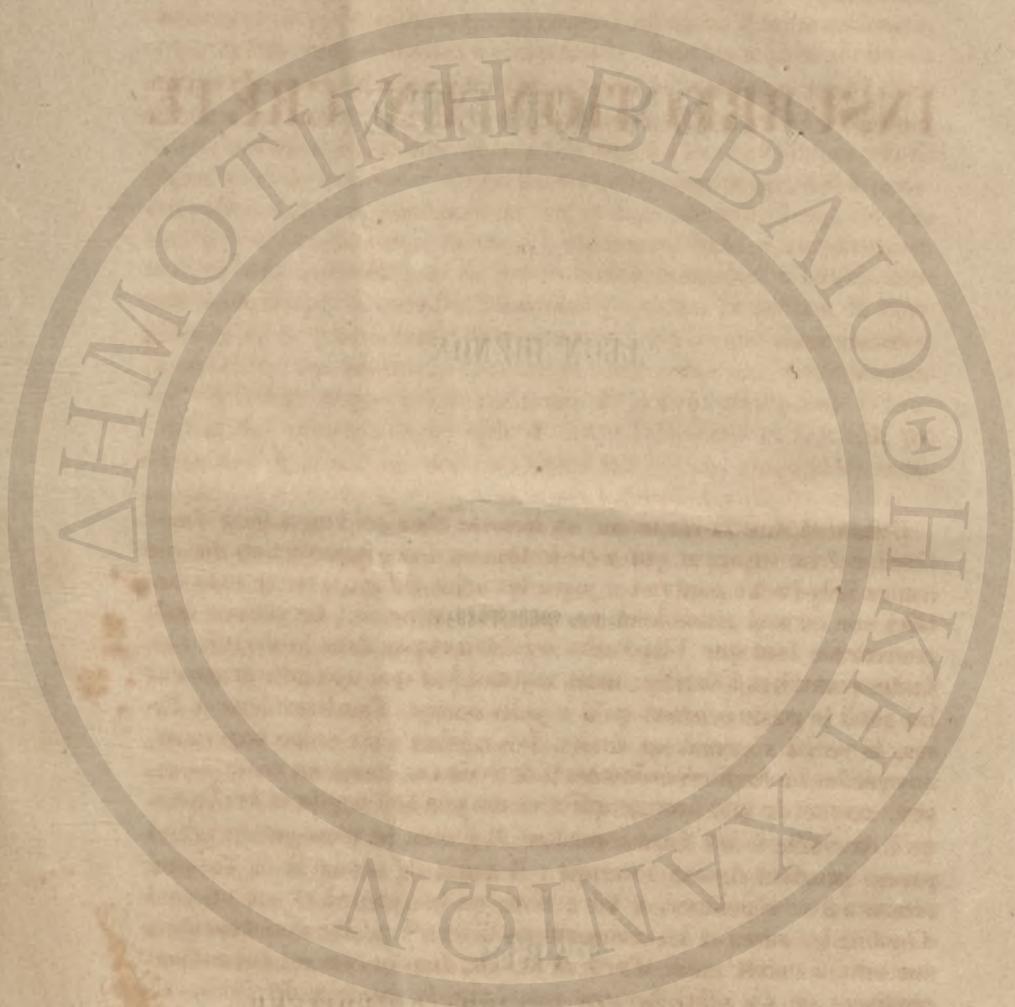
Extrait du CORRESPONDANT.

PARIS

CHARLES DOUNIOL, LIBRAIRE-ÉDITEUR  
 29, RUE DE TOURNON, 29.

1861





UNE

# INSURRECTION EN CRÈTE

I

Comment dire la vérité sur un homme chez qui l'on a bien diné? Comment un voyageur qui a été le témoin d'une insurrection dirigée contre Vély-Pacha pourra-t-il juger les actes du gouverneur sans oublier son accueil aimable et ses procédés courtois? Le silence était convenable tant que Vély-Pacha semblait expier dans la disgrâce les fautes commises à Candie; mais aujourd'hui que son gouvernement lui rend le poste éclatant qu'il a jadis occupé d'ambassadeur à Paris, la vérité reprend ses droits. Des raisons d'un ordre supérieur, auxquelles les derniers événements de Syrie ont donné un triste à-propos, exigent de tout homme qui a vu un peu la Turquie et les Turcs, qu'il travaille à les faire connaître. Il y a en ce moment un grand procès pendant devant l'Europe: il s'agit de savoir si la Turquie réussira à se régénérer, à faire vivre en bon accord et sur un pied d'égalité les races et les communions diverses qu'elle renferme dans son sein, à entrer enfin, d'acte et de fait, dans ce concert des nations civilisées où l'a officiellement introduite le congrès de Paris. La France a le droit de prendre à la question un intérêt tout particulier: c'est elle surtout qui, il y a six ans, a préservé la Turquie d'une défaite et d'une dissolution imminentes. Quand elle s'est décidée à maintenir sous le sceptre ottoman des populations chrétiennes long-

temps opprimées et qui croyaient enfin sonnée l'heure de la délivrance, la France s'est publiquement engagée à améliorer leur sort. Si elle n'atteint pas ce résultat, son intervention ne saurait se justifier. La Turquie a promis par un solennel contrat de chercher à réparer de son mieux d'innombrables et séculaires injustices, et à établir chez elle un ordre nouveau. Cette parole a-t-elle été tenue? On comprend que, pour accomplir les changements annoncés par le hâti-houmayoun aux populations de l'empire ottoman, il faille du temps, et que la Turquie ait le droit d'en réclamer. Mais au moins, si elle n'a pas, si elle ne peut avoir tout fait, a-t-elle fait quelque chose? Ceux qui tiennent entre leurs mains les destinées du pays, ses hommes d'État, ses administrateurs, se sont-ils mis à l'œuvre loyalement, de bonne foi et de tout cœur? Ce qu'ils ont tenté nous engage-t-il à prendre patience, à avoir confiance en eux et dans l'avenir, à espérer que tout le reste viendra de soi-même et à son heure? Ou bien, au contraire, malgré la foi jurée et tant de programmes pompeux, n'ont-ils rien oublié, rien appris, rien fait? Auraient-ils conçu la pensée de nous jouer et de ne jamais tenir leur promesse, tandis que nous avons si libéralement fait honneur à la nôtre et versé notre sang pour les sauver? Qui sont et que valent ces hommes qui se présentent à nous comme les intermédiaires obligés entre l'Occident et l'Orient, ces Turcs de la réforme qui se disent tout à fait convertis aux idées européennes et désireux de les inoculer à la barbarie turque?

Il y a quelques années, les journaux annonçaient à grand bruit que le gouvernement ottoman envoyait de nombreux jeunes gens à Paris et dans les autres capitales de l'Europe pour y recevoir les leçons des peuples civilisés, s'éclairer de leurs lumières, participer à leurs progrès. Bien du monde applaudit à cette mesure; quelques personnes, jugeant de l'avenir par le passé, se dirent qu'il en serait de ceux-là comme des Turcs qui les avaient précédés en Europe. En réalité, ces futurs instituteurs de leur pays viennent apprendre chez nous une corruption plus aimable que la leur et les mensonges d'une société qui sait faire le mal, comme elle fait le bien, avec élégance et en beau langage. Encore s'ils restaient dans les salons d'un monde où leur nom turc qui éveille la curiosité et leur fez qui amuse les dames les introduisent sans difficulté, peut-être se laisseraient-ils gagner aux sentiments généreux et aux idées élevées qu'une nation chrétienne garde toujours, même sous des apparences frivoles. Mais à ces enfants d'une race brutale qui n'ont pas eu l'âme ouverte à la vie morale par les caresses d'une mère honnête, qui n'ont connu que l'existence vide du harem et reçu que les enseignements d'une religion sensuelle, il faut des plaisirs grossiers; ils les trouvent dans nos bals publics et dans nos harems patentés, où ils échangent leur or contre les raffine-

ments de la débauche. Au bout de deux ou trois ans, ils retournent dans leur patrie beaucoup plus savants et habiles en corruption qu'au moment de leur départ, et, comme ils rapportent dans leurs malles les portraits des reines du demi-monde de Paris et les productions les plus immorales de nos plus mauvais écrivains, ils prennent rang parmi les Turcs amoureux des beaux-arts et initiés à la littérature française. Ils ne reviennent pas non plus à Constantinople sans un bagage politique : car ils ont entendu prononcer en France les noms de choses complètement inconnues chez eux, telles que la liberté politique et religieuse, l'amélioration du sort des classes inférieures, l'influence de la presse, et tant d'autres mots sonores qui n'ont pas vainement frappé leurs oreilles. Les grandes idées que ces mots expriment n'ont pas pénétré dans leurs esprits cuirassés de barbarie et de sensualité, mais ont trouvé accès auprès de leur ruse orientale, qui a compris le parti qu'elle en pouvait tirer : elles habitent désormais sur leurs lèvres, remplissent les conversations qu'ils tiennent avec les Européens, et se traduisent en programmes officiels qu'ils envoient à nos journaux. On sait le récit gracieux imaginé par un de nos poètes sur le perroquet voyageur qui répète sans les comprendre les mots des gens qu'il a entendus parler, et on appliquerait volontiers cette comparaison aux Turcs brillants qui répètent chez eux le langage de notre société, si leur enveloppe aimable ne cachait trop souvent une âme cruelle, et si la pensée des massacres de Djeddah et du Liban ne mettait notre esprit en face d'une réalité sombre et douloureuse.

Vély-Pacha est un Turc qui a vu la France et qui en a rapporté les bonnes manières. Lorsque je lui eus été présenté avec mon compagnon de voyage, M. Perrot, il nous offrit une élégante soirée dans sa résidence de Kalepa, et poussa la courtoisie jusqu'à faire éclairer ses salons de bougies tricolores en l'honneur des deux Français qu'il recevait. Dans les visites que nous lui faisons, il nous parlait avec empressement de la France et de la civilisation, du mouvement de l'humanité que rien ne peut arrêter, disait-il, du désir qu'il avait de répandre l'instruction parmi ses administrés, du projet qu'il avait conçu d'établir des écoles de droit et de médecine dans l'île de Candie. Si, au bout de quelques jours, nous étions retournés en France, nous n'aurions conservé que le souvenir de ces conversations, et qui sait si, nous aussi, nous n'aurions pas cru aux Turcs de la réforme ? Mais nous avons parcouru l'île et observé le désaccord qui régnait entre les paroles et les actes du gouverneur. Faut-il en citer une preuve que nous eûmes sous les yeux sans sortir de la Canée ? Un jour que nous causions avec Vély Pacha de l'esclavage, lui exprimant notre surprise et notre regret qu'un abus aussi monstrueux n'eût pas encore été aboli en Turquie, il nous répondit que cette réforme ne tarderait

pas à avoir lieu dans le reste de l'empire, que lui-même l'avait accomplie déjà dans son gouvernement, et que l'île de Candie n'avait plus un seul esclave. Le soir du même jour, nous étions chez M. Derché, gérant du consulat de France, et nous nous entretenions du respect que le gouverneur général de Candie avait professé devant nous pour la liberté. Tout à coup nous entendons des cris affreux, nous courons au balcon du consulat qui donne sur le port de la Canée, et nous reconnaissons que ces cris viennent de l'autre extrémité du port, du côté où se trouve le sérail du pacha. M. Derché envoya un de ses cavass pour savoir la cause de ce tumulte : on ne distinguait qu'une voix, mais cette voix, qui au milieu de la nuit remplissait l'air de hurlements, produisait sur nous une impression lugubre. Le cavass revint dire que c'était une femme esclave qui avait voulu se sauver de chez ses maîtres et était venue de la ville de Candie à la Canée, qu'elle avait été jetée dans la prison du sérail, et que maintenant on l'amenait de force du sérail et on la mettait dans une barque pour la transporter par mer à Candie durant la nuit. Quelques instants après la barque passa devant nous : la femme criait toujours ; elle cria ainsi durant vingt minutes sans interruption, et elle était déjà au loin avancée dans la haute mer que ses cris affaiblis par la distance arrivaient jusqu'à nous. Cette scène cruelle, qui contredisait à point nommé la conversation tenue quelques heures plus tôt par le pacha, nous attrista profondément, et, en cet instant même où je la raconte, les hurlements de la malheureuse esclave résonnent encore au fond de mon cœur.

## II

Le lundi 17 mai 1858, deux cents Grecs de l'île de Candie vinrent en armes occuper une hauteur qui est auprès du petit village de Péribolia dans la plaine de la Canée. Ce rassemblement grossit en peu de jours : avant la fin de la semaine, quatre ou cinq mille insurgés étaient réunis. Tout en se rassemblant et en prenant les armes, ils gardèrent une attitude pacifique, ne brûlèrent pas une maison turque, ne pillèrent pas une propriété, ne tirèrent pas un coup de fusil. On sut bientôt qu'ils ne se révoltaient pas contre le sultan, mais se plaignaient du gouverneur général Vély-Pacha. Ils venaient proclamer leurs plaintes assez haut pour qu'elles arrivassent jusqu'au souverain, et, s'ils le faisaient les armes à la main, c'était pour se garantir, eux et leurs familles, de la colère du gouverneur. Dès les premiers jours

ils prévinrent de leurs intentions les consuls étrangers, excepté le consul d'Angleterre, et leur adressèrent des lettres où ils exposaient leurs griefs et leurs réclamations.

Parmi ces griefs, les principaux avaient rapport à la religion, à la construction des routes et à l'impôt militaire.

Les Grecs accusaient Vély-Pacha de ne pas respecter la liberté religieuse, de violer les églises chrétiennes et de mettre des entraves aux conversions des Turcs. A son arrivée dans l'île, Vély-Pacha avait déclaré que, conformément au *hat-i-houmayoun*, il laisserait aux musulmans qui voudraient changer de religion la liberté de le faire. Mais alors se produisit une chose singulière : beaucoup d'habitants, pour échapper aux charges qui pèsent sur les *raïas*, professaient en apparence la religion musulmane et dans le cœur étaient chrétiens, et, la liberté religieuse étant proclamée, une partie d'entre eux reprit ostensiblement la pratique du christianisme : aux environs de la ville de Candie, six cents musulmans se convertirent ; un village entier, *Piscopi*, dans le district de *Pédhiadha*, laissa le Coran pour l'Évangile. La facilité de ces conversions peut être aussi expliquée par la communauté d'origine des musulmans et des chrétiens de la Crète : beaucoup des premiers ne sont pas de race orientale, mais descendent des anciens Grecs. Le gouverneur, on le conçoit, s'effraya de voir le *hat-i-houmayoun* ainsi pris à la lettre, et voulut arrêter cette épidémie de conversions ; il eut le tort en une matière aussi délicate d'employer la violence. Deux actes surtout lui furent vivement reprochés. Une jeune fille turque d'une grande beauté, née au village de *Sibili*, voisin de la *Canée*, d'une musulmane qui retourna comme tant d'autres au christianisme, fut baptisée sous le nom de *Catherine* au printemps 1857 par un prêtre ionien et vint à la *Canée*. Là elle fut saisie par la police et enfermée dans le harem du pacha, puis, ayant été atteinte de la petite vérole, fut conduite dans une maison turque, d'où elle réussit à se sauver au mois de juin. Le pacha, pour la retrouver, ne recula devant aucune mesure, mit toute la police sur pied, fit fermer toutes les portes de la ville, cerner secrètement les consulats étrangers, visiter l'évêché grec et l'église, dont les sièges furent brisés et le sanctuaire fouillé. Néanmoins la jolie convertie lui échappa au commencement de juillet, cachée sous une charge de fumier que portait un mulet, sortit de la Crète, et alla dans une île de l'Archipel où elle vit maintenant avec sa mère du travail de ses mains. Quelques mois après cette affaire, une autre semblable eut lieu encore à l'occasion d'une jeune fille turque baptisée par le même prêtre ionien. Celle-là, qui était du village de *Kakopéto* et s'appelait *Férendé*, fut baptisée sous le nom de *Marie* et connue désormais sous celui de *Marigo*. Pour se soustraire à la colère de sa famille, elle se réfugia à la *Canée* dans la mai-

son d'un Ionien nommé Badji. Le consul d'Angleterre, M. Ongley, ami du pacha, poursuivit le prêtre ionien comme sujet anglais et voulut l'exiler, mais en fut empêché par l'intervention des autres consuls. Puis, sous prétexte de mettre Marigo en sûreté, il décida Badji à la lui confier, l'emmena au petit village de Kalepa, où il demeurerait ainsi que le pacha, et bientôt voulut la conduire chez celui-ci. Elle refusa énergiquement et fut maltraitée. Vély-Pacha vint en personne, la prit de force, la mit dans sa voiture, l'emmena, et la fit condamner par le consul à être envoyée à Constantinople. Badji adressa des réclamations à l'ambassadeur d'Angleterre, se rendit à Constantinople, raconta l'affaire à lord Redcliffe, obtint la liberté de Marigo et la ramena à la Canée. Au bout de quelques jours elle fut reprise par le cavass du consul anglais et livrée aux gens de la justice qui la traînèrent par les cheveux, la frappèrent et la conduisirent chez l'évêque, qui devait la garder captive. Elle s'échappa encore de là et se réfugia cette fois dans une maison française. Le chancelier, M. Derché, qui gérait le consulat de France, refusa de la livrer, et, le 14 janvier 1858, l'embarqua pour Syra. Les violences commises contre ces deux jeunes filles eurent les plus fâcheuses conséquences pour Vély-Pacha et soulevèrent l'indignation de la population chrétienne. Les Grecs se plaignaient aussi de ce que, la Porte ayant ordonné aux chrétiens de nommer un député chargé d'exposer à Constantinople leurs affaires religieuses, Vély-Pacha l'eût choisi lui-même avec les apparences d'une élection et n'eût ensuite envoyé personne. Enfin ils réclamaient contre un abus qui est général en Turquie : les enfants chrétiens privés de leur père ont pour tuteur le cadi, qui administre leurs biens, dont il perçoit à son profit une contribution de six pour cent.

La construction des routes fut, comme la tolérance religieuse, un bienfait annoncé hautement qui aboutit à des vexations. En Crète, comme dans le reste de la Turquie, les routes sont déplorables, ou plutôt il n'y en a pas, et ce n'est qu'au prix de grandes fatigues que les paysans transportent à dos de mulet les produits de leurs villages aux trois villes de la côte du nord où se fait tout le commerce de l'île. Il y avait un grand service à leur rendre, c'était d'améliorer les chemins informes qui mènent d'un village à l'autre ou des villages de l'intérieur aux villes de la Canée, de Rétime et de Candie ; on facilitait ainsi les relations des habitants, on écoulait les olives, les oranges, les caroubes, les fruits des belles vallées de l'île vers les navires qui les emportaient au dehors, on augmentait les richesses et le bien-être de la population ; plus tard, la prospérité changeant les habitudes et les besoins, on remplacerait les mulets, moyen de transport incommodé et lent, par des voitures, et les chemins actuels par des routes carrossables. Au lieu de seconder et de diriger cette amélioration

progressive, Vély-Pacha voulut imposer à la Crète pauvre la dépense excessive de grandes routes carrossables, luxe prématuré pour des gens qui manquent du nécessaire. Il se fit adresser par les différents districts des pétitions où on lui demanda ce qu'il désirait, et rédigea un projet qu'il envoya à Constantinople : il y déclara que chaque habitant s'engageait à travailler neuf journées par an et à s'imposer une contribution en argent, et ne réclama de la Porte d'autre dépense que le traitement des ingénieurs européens qui dirigeraient les travaux.

La Porte ayant approuvé ces propositions, Vély-Pacha fit venir un ingénieur anglais, et, au printemps 1857, on se mit à l'œuvre. Une grande route qui partait de Rétimo et devait conduire à la Canée fut commencée sur le modèle des routes de l'Europe. « C'était, dirent les habitants, la dernière à entreprendre, Rétimo et la Canée ayant peu de relations commerciales et étant unies d'ailleurs par la mer, qui formait entre elles une grande route naturelle; le pacha voulait seulement se faire une promenade commode d'une ville à l'autre de sa province. » Mais un article pompeux fut envoyé au journal la *Presse d'Orient* et annonça l'inauguration des routes de l'île de Candie. Une fois cette réclame lancée, le gouverneur ne songea pas sérieusement à terminer les travaux. Restreints à trois mois par an, ils étaient faits par les paysans, qui, renouvelés sans cesse, et n'ayant que de vieux instruments tirés des arsenaux vénitiens, étaient d'assez mauvais ouvriers, ne se formaient pas et obtenaient de pauvres résultats. Ils quittaient avec répugnance leurs maisons et leurs villages pour une œuvre dérisoire, qui ne servait pas leurs intérêts, mais la réputation d'un gouverneur impopulaire. Enfin, quand on exigea d'eux la contribution soi-disant volontaire qui devait suffire aux dépenses, ils poussèrent une clameur générale et déclarèrent qu'ils ne voulaient ni travailler aux routes ni payer cet impôt.

Ils n'étaient pas moins mécontents des violences qui accompagnèrent la levée de l'impôt militaire. En janvier 1858, Vély-Pacha déclara au nom de la Porte, et conformément au hat-i-houmayoun, que désormais tous les Crétois contribueraient au service militaire, les Turcs de leurs personnes, les Grecs de leur argent. Les Turcs devaient fournir six cents artilleurs pour les différentes garnisons de l'île, tirer chacun au sort à vingt-cinq ans et servir durant cinq années; le premier tirage fut annoncé pour le mois de mars suivant. Les Grecs étaient imposés à 967,500 piastres (215,806 francs), et tous les individus mâles de l'île, quel que fût leur âge, obligés de payer une part de cet impôt. Le jour même de la lecture du firman, deux cents Turcs de la Canée, hommes du peuple et artisans, qui auparavant prêtaient un concours volontaire aux artilleurs, furent enrôlés de force, revêtus

d'uniformes et tout à coup métamorphosés en soldats réguliers : ainsi se fit le recrutement, et au mois de mars on ne parla pas du tirage. Mais, comme ces jeunes gens Turcs étaient de la dernière classe du peuple, et que pas un n'appartenait à une famille importante, ils ne purent réclamer. Les Grecs, plus nombreux, maîtres dans leurs villages, indépendants de caractère, protestèrent contre la manière vexatoire dont leur impôt fut levé, se plainquirent qu'on fit partager aux enfants, aux vieillards et aux infirmes le poids du service militaire, dont partout ailleurs ils sont exempts, s'irritèrent de voir inscrire dans deux villages à la fois certains citoyens obligés ainsi de payer double contribution, et s'indignèrent surtout que l'impôt fût rétroactif et exigé pour les deux années précédentes. Ainsi, loin d'habituer les esprits par une application modérée à une mesure nouvelle qui les blessait, on semblait les provoquer par des violences maladroites et vouloir les pousser à bout. Les Grecs résistèrent. Le pacha recourut à la rigueur, et le 5 avril fit arrêter et envoyer au bague de Constantinople cinq habitants du district de Sélino, voisin de la Canée. Dès ce jour la population grecque des montagnes fermenta avec une activité menaçante.

D'autres plaintes étaient énumérées par les chrétiens dans les lettres qu'ils écrivaient aux consuls. Ils réclamaient contre la taxe imposée sur la paille, contre les contributions que l'on allait établir, disaient-ils, sur le vin, les troupeaux et les bêtes de somme, et une de deux pour cent sur les propriétés; demandaient que les membres des conseils chargés de rendre la justice et d'administrer les affaires dans les trois provinces de la Canée, de Rélimo et de Candie, jusqu'alors nommés par le pacha et ses instruments dociles, fussent élus par eux, renouvelés chaque année et non rémunérés; enfin ils proposaient que la loi qui concerne les héritages fût réformée, et que la fortune d'un homme qui ne laisse que des filles appartint à ses filles, et non à des collatéraux.

Toutes ces réclamations, sauf quelques-unes, comme la dernière, qui avaient trait à la législation générale de l'empire, étaient dirigées contre l'administration particulière, la conduite et le caractère de Vély-Pacha. Dans leurs lettres aux consuls, les Grecs se déclaraient les humbles et fidèles sujets du sultan et soumettaient leurs plaintes à sa clémence. Mais ils voulaient changer de gouverneur et demandaient ouvertement le départ de Vély-Pacha. Comme ils ne pouvaient s'adresser eux-mêmes au sultan, ils priaient les consuls d'instruire les ambassadeurs à Constantinople des causes de leur insurrection et du but où elle tendait, afin que la Porte ne se méprit pas sur leurs véritables sentiments.

## III

Le gouverneur était alors absent de la Canée et se trouvait dans la ville de Candie. Son kekaïa-bey le fit prévenir immédiatement de ce qui se passait, et, le mercredi, Vély-Pacha arriva par mer. Il fit son débarquement avec un grand appareil militaire : dix-neuf coups de canon furent tirés ; la musique militaire précéda le pacha dans des barques en sonnant des fanfares ; les troupes rangées sur le quai lui présentèrent les armes. Il annonçait par cette manifestation un peu puérile le dessein d'effrayer les insurgés de Péribolia et de les arrêter par la force plutôt que par la conciliation. Le soir même il ordonna au pacha militaire de la Crète, Méhémet-Pacha, d'aller avec des troupes disperser les insurgés. Méhémet-Pacha, ancien officier de Méhémet Ali, homme d'expérience qui habite l'île depuis de longues années, jugea les choses avec plus de calme que Vély-Pacha. Il savait les chrétiens profondément irrités contre le gouverneur, convaincus de la bonté de leur cause et décidés à obtenir justice, et ne croyait pas qu'on dût les pousser à bout. En supposant une victoire des soldats turcs bien moins nombreux que les insurgés, il prévint les malheurs qui suivraient un premier combat et l'incendie qu'un coup de feu allumerait dans l'île entière, et pensa aux dangers que couraient les Turcs des campagnes exposés à la colère des chrétiens, si la guerre civile éclatait. Il répondit à Vély-Pacha qu'il ne pouvait marcher contre les Grecs sans en avoir reçu l'ordre écrit et signé par le conseil, ajoutant que, si on le lui donnait, il y ferait des observations, et que, si Vély-Pacha voulait passer outre, il lui donnerait une moitié des troupes pour aller attaquer les Grecs, tandis que lui-même, Méhémet-Pacha, avec l'autre moitié garderait la Canée. Le gouverneur ne put donner suite à ses projets belliqueux. Cet incident, qui fut connu, provoqua une nouvelle lettre que les insurgés écrivirent aux consuls pour les supplier d'empêcher par leur intervention l'effusion du sang et protester du désir qu'ils avaient de ne pas en venir aux mains.

Les consuls s'abstinrent de faire une démarche qui eût été mal accueillie de Vély-Pacha et eût pu sembler aux chrétiens un encouragement et une marque officielle de sympathie. Ils avaient reçu les premières lettres, où ils étaient priés simplement de renseigner leurs ambassadeurs sur les motifs de l'insurrection ; mais, pour qu'on n'eût pas le droit de les accuser de seconder le mouvement, ils décidèrent entre eux de n'accepter aucune nouvelle lettre, d'observer une

stricte neutralité et de se borner à faire connaître la vérité à Constantinople. Cependant le bruit courut qu'ils favorisaient et excitaient l'insurrection, surtout les consuls de France et de Grèce. Peut-être les chefs des insurgés semèrent-ils eux-mêmes ces rumeurs pour donner plus d'autorité à leur cause et inspirer de la confiance et du zèle à leur parti. Dès le premier moment, avant l'arrivée du pacha, les consuls protestèrent : ils allèrent le mercredi matin trouver le kékaïa-bey, lui dirent qu'ils se déclaraient étrangers à ce qui se passait et le prièrent de prendre note de leur démarche. Le surlendemain, comme on répandait la nouvelle que les Grecs avaient arboré le drapeau français, ils envoyèrent leur doyen, M. Stiglitch, consul d'Autriche, auprès de Vély-Pacha, qui répondit qu'il ne croyait pas à ces bruits, mais qu'on ne pouvait empêcher les mauvaises langues de parler, et ne prit aucune mesure pour les arrêter : il lui eût été facile de rendre publique la déclaration des consuls. Il fit croire ainsi qu'il convenait à sa politique de laisser les consuls passer pour les auteurs des troubles et de donner à la protestation que les chrétiens dirigeaient contre lui seul l'aspect d'une révolution véritable fomentée par les puissances étrangères et d'une attaque contre l'empire ottoman. Il va sans dire que, toutes les fois que dans ces événements il est question des consuls étrangers, il faut excepter le consul d'Angleterre et ne point le séparer du pacha.

Un événement triste, qui a longtemps occupé les journaux de l'Europe, assombrit le début de l'insurrection crétoise. L'Église grecque de la Canée avait pour évêque un vieillard très-âgé, nommé Parthénios, qui, choisi par l'ancien gouverneur Méhémed-Émin-Pacha, était aimé et estimé. Vély-Pacha, dans la situation difficile où il se voyait placé, résolut de s'appuyer contre les chrétiens de l'autorité de leur évêque, et lui ordonna de signer un écrit où il blâmait le rassemblement de Péribolia et engageait le gouverneur à le dissiper par la force. L'évêque de la Canée refusa ; des discussions s'élevèrent entre lui et le pacha et causèrent chez ce vieillard une agitation pénible. Le jeudi 20 mai il fut appelé de bonne heure au sérail, où il se trouva en face du pacha et du métropolitain de Candie. Celui-ci, qui était arrivé depuis six mois dans le pays, enrichi et souillé par les exactions qu'il avait commises comme évêque de Janina, et qui, loin de protéger les chrétiens auprès du gouvernement turc, s'était rangé parmi leurs oppresseurs, avait sa part de la haine qu'ils portaient au pacha. L'un et l'autre durant plusieurs heures accablèrent de leurs obsessions et de leurs menaces l'évêque de la Canée. Enfin le malheureux vieillard, épuisé par la lutte, brisé par l'émotion, malade, à jeun depuis le matin, eut une défaillance subite et mourut. On transporta son corps dans une voiture du sérail à l'évêché. Le bruit d'un empoisonnement

courut aussitôt, et le métropolitain, que l'on regardait comme le complice du pacha, dut se retirer secrètement chez lui : les chrétiens exaspérés en voulaient à ses jours.

Les journaux de la Grèce proclamèrent sans hésiter que Vély-Pacha avait empoisonné l'évêque Parthénios : ils avaient pour eux les apparences. Le gouverneur dit et fit dire que l'évêque n'était pas mort au sérail, mais qu'il expira quelques instants après être arrivé à l'évêché. Cinq mois plus tard il répéta la même chose dans une adresse qu'il envoya au *Constitutionnel*. Mais, en recourant à cet artifice, il se nuisit dans l'esprit des personnes qui croyaient à son innocence. Quand on a vu un peu la Turquie, on sait que tout pacha qui juge opportun de ne pas mentir lui-même fait mentir à sa place d'autres personnes qui signent une adresse ou rédigent un article de journal.

Le vendredi, à cinq heures du soir, les funérailles de l'évêque venaient de finir, et les habitants que cette cérémonie avait fait sortir en foule n'étaient pas encore rentrés chez eux, lorsqu'un bâtiment de guerre français mouilla dans le port. C'était l'avisole *Solon*, commandé par un officier qui s'est distingué au siège de Sébastopol, le lieutenant Zédé. Il arrivait d'Athènes, d'où le ministre de France l'avait envoyé à la nouvelle des troubles de la Crète. Cette apparition fit sensation à la Canée. Les Français, et même les étrangers qui commençaient à redouter les suites de l'insurrection, prirent confiance. Les Grecs aussi se réjouirent de voir le drapeau français flotter à quelques pas du palais de Vély-Pacha : ils espèrent que la neutralité que M. Zédé devait observer n'exclurait pas la sympathie que la France ne refuse jamais aux opprimés et aux chrétiens.

Pendant les deux jours suivants s'accomplit un fait grave qui divisa la population crétoise en deux partis, les Turcs et les Grecs. Les Turcs n'avaient pas vu d'abord avec colère l'insurrection des Grecs, et même pour plusieurs de leurs réclamations ils les approuvaient et faisaient dans leur cœur cause commune avec eux. Cette harmonie entre les musulmans et les chrétiens était très-fâcheuse pour le gouverneur, dont elle accusait si complètement l'administration. S'il l'eût voulu, il eût sans peine atténué la portée de l'insurrection et persuadé aux Turcs qu'ils n'avaient rien à craindre de leurs compatriotes chrétiens. Il leur adressa en effet des lettres officielles destinées à les rassurer. Mais il avait intérêt à rompre ce faisceau, à séparer les Turcs des chrétiens, à les irriter les uns contre les autres, à changer en guerre nationale et religieuse un mouvement qui en réalité n'était dirigé que contre sa personne. Des émissaires travaillèrent les Turcs des villages, les inquiétèrent, leur montrèrent les chrétiens armés contre eux et les poussèrent à se réfugier dans les villes fortifiées de la Canée, de Rétimo et de Candie. Une fois la terreur jetée dans les

familles turques, elles ne tardèrent pas à émigrer de leurs villages. Les Grecs, de leur côté, comprirent le malheur qui allait arriver : ils sentirent que, s'ils laissaient les Turcs se défier et s'éloigner, la haine suivrait bientôt la défiance et produirait la guerre civile. Ils firent aux Turcs les plus vives assurances d'amitié, les supplièrent de ne pas abandonner leurs foyers, et, pour gagner leur confiance par un acte de confiance entière, offrirent de leur laisser en otages leurs femmes et leurs enfants. Les Turcs ne se souciaient pas de s'éloigner de leurs propriétés à la veille des récoltes pour aller s'enfermer dans une ville; beaucoup ne se voyaient pas aussi menacés qu'on le leur disait; ceux de Sélino résolurent de rester chez eux. Mais les émissaires du pacha ne leur en laissèrent pas la liberté : ils couraient les villages, semaient partout des bruits exagérés sur les violences des Grecs et les dangers que couraient les Turcs, pressaient ceux-ci de partir, les intimidaient, les arrachaient à leurs occupations : des femmes en train de pétrir leur pain n'eurent pas le temps d'achever ce travail, d'autres s'enfuirent à peine vêtues, tant on mit de précipitation et de violence à les faire partir. Durant plusieurs jours, l'arrivée de ces Turcs donna aux rues de la Canée une animation singulière : à chaque instant des familles nouvelles défilaient au pas lent des mulets qui portaient les femmes voilées et empaquetées dans leur féredjé, les enfants perdus au milieu des couvertures et des tapis, les grands coffres jaunes et rouges contenant les richesses de la famille : le père marchait à côté, son long fusil à la main, ses pistolets et son couteau à la ceinture. Ces familles furent entassées dans les maisons de la ville.

Tout le monde attendait les nouvelles de Constantinople : les chrétiens espéraient une réponse favorable à leurs plaintes, Vély-Pacha espérait des troupes. Les esprits furent un moment occupés, mais non tirés de leur anxiété, par une lettre que le gouverneur écrivit aux insurgés le 24 mai en réponse à leurs réclamations. Il protesta de sa tendresse pour les habitants de la Crète et de la diligence qu'il met à traiter leurs affaires, déclare que les cinq Séliniotes envoyés au bague ont mérité cette peine pour avoir excité leurs compatriotes à prendre les armes, à se retirer dans la montagne et à échapper à la conscription, et nie qu'il ait rien demandé pour l'impôt militaire au-dessus de ce qu'exigeait le firman impérial, qu'il ait réclamé pour la construction des routes ni un denier ni une journée de travail, qu'il ait entravé les conversions religieuses, fait violer l'église grecque, désigné pour aller à Constantinople un député non élu par les chrétiens de l'île. Pour l'impôt sur la paille, la tutelle des orphelins et l'hérédité des filles, il a besoin, dit-il, d'en référer à la Porte. Sur un seul point il exauce les vœux des chrétiens : il peut supprimer le traitement des

membres du conseil. Il récuse sèchement l'intervention des consuls invoquée par les insurgés : « MM. les consuls n'ont pas à examiner autre chose que les affaires de leurs nationaux ni à se mêler de celles des sujets ottomans, » et il termine en exhortant les Grecs à retourner sans crainte dans leurs villages.

Deux jours après, son langage change : il publie une adresse signée de soixante et un chrétiens, qui se sont réunis en présence de leur métropolitain pour désavouer la conduite des insurgés et déclarer « avec une entière sincérité le contentement et la confiance que leur inspire leur gouverneur Vély-Pacha. » En tête des signatures se trouvent celles de quatre *hégoumènes* ou supérieurs de couvents et de quelques conseillers de la province de la Canée. La science des adresses, comme celle des articles de journaux, n'est plus renfermée en Europe depuis que nous civilisons la Turquie, et même nos élèves la comprennent et l'appliquent avec plus d'aisance que leurs maîtres : ils ont pour faire venir les signatures des procédés dont nous nous abstenons. Chez nous, du moins, l'homme qui signe une adresse contraire à sa conviction peut rarement donner pour excuse que sa vie ait été menacée. Mais comment ne pas pardonner aux soixante et un chrétiens de la Canée, même aux *hégoumènes*, qui n'ont pas osé refuser au gouverneur général de la Crète l'assurance de leur dévouement ? Comment plutôt s'expliquer qu'ils aient été si peu nombreux ? Ils savaient bien d'ailleurs qu'ils ne trompaient personne, pas même le pacha. Lui cependant, fort de cette arme fragile, la dirige contre les insurgés : il est rassuré sur les sentiments de tous les Crétois, sait que l'insurrection est le fait de quelques hommes turbulents, engage les premiers à ne pas s'inquiéter et à continuer leurs affaires, et promet aux autres qu'ils expieront leurs fautes.

Le samedi 29 mai deux bateaux à vapeur turcs chargés de soldats apparurent à l'entrée du port de la Canée. C'étaient quatorze cents soldats réguliers commandés par le général Aali-Pacha. Ils faisaient partie des troupes que la Porte envoyait au Monténégro; le gouverneur était autorisé à les retenir en cas de nécessité : il leur donna l'ordre de descendre à terre. Le 31 mai, un autre vapeur qui mouilla au port de la Sude apporta cinq cents soldats irréguliers albanais qui arrivaient de Prévésa et étaient destinés pour l'Yémen. Toutes ces troupes furent campées sur les remparts et aux portes de la ville.

De leur côté, les chrétiens armés devenaient tous les jours plus nombreux. Sept mille hommes occupaient les hauteurs voisines de la Canée, les villages de Murnies, de Nérochouri, de Péribolia, et avaient leur principal camp dans une vaste plaine qui s'étend au pied des hautes montagnes de Sélino, au milieu de bois d'oliviers et de platanes où coule une source qu'on appelle en grec *Manná*, en turc *Sou-*



bachi. Comme elle fournit l'eau que les aqueducs de Murnies apportent à la ville, elle donnait aux insurgés un avantage dont ils surent profiter. Le pacha ayant voulu les prendre par la famine et empêcher le pain de sortir de la Canée, ils menacèrent de couper les aqueducs. Maitres aussi des propriétés et des jardins que les agas de la Canée possédaient dans la campagne, ils déclarèrent que, si on faisait violence aux chrétiens de la Canée, aussitôt ces propriétés seraient brûlées. Du reste, ils ne voulaient se battre qu'à la dernière extrémité, craignaient d'exposer leurs frères des villes à un massacre, et n'avaient de vivres que pour deux semaines. Après avoir reçu des troupes, le gouverneur envoya aux insurgés un ultimatum, exigeant que les chefs quittassent l'île et que les autres se retirassent chez eux. Ils demandèrent dix jours de répit pour attendre la réponse de Constantinople.

A la tête des insurgés étaient plusieurs capitaines de différents villages qui formaient une *épitropie* ou conseil de direction. Ils montrèrent dès le principe beaucoup de calme et de prudence et comprirent qu'ils avaient à rester sur la défensive le même intérêt que Vély-Pacha à entamer les hostilités. Ils s'efforcèrent de régler le mouvement et de le maintenir dans les limites d'une réclamation armée. Tirer des coups de fusil, c'était donner à Vély-Pacha le droit d'y répondre. En restant paisibles les armes à la main, ils pouvaient encore se dire les fidèles sujets du sultan, réduits par la tyrannie du gouverneur à recourir à la justice de leur souverain. Ils eurent du mérite à imposer cette politique modérée à une foule dont le nombre augmentait sans cesse. Il leur fallut triompher d'esprits aventureux, de prétentions exagérées, de colères ardentes. Beaucoup de ces soldats volontaires avaient été poussés hors de leurs villages par la haine naturelle des Grecs contre les Turcs, et croyaient le moment venu de secouer la domination étrangère. L'épitropie réussit à les calmer et à les empêcher de donner à Vély-Pacha par aucun acte de violence l'occasion de commencer la guerre civile.

Il faut à tout mouvement populaire un nom d'homme en qui le peuple personnifie ses vœux et ses espérances. Cette insurrection eut pour chef apparent Mavroghennis. C'était un beau pallicare du village de Lakkous, qui avait pour véritable nom Manolis : il avait été surnommé Mavroghennis à cause de sa barbe noire, qui le distinguait des autres Lakkioles, généralement blonds aux yeux bleus. L'épitropie l'avait chargé de la police du camp, et il s'acquitta de ses fonctions avec une énergie et une intelligence qui lui donnèrent parmi ses compagnons une sorte de supériorité. Il s'amusait, dans des scènes plaisantes, à imiter le pacha : il avait son kékaïa et faisait porter son sabre derrière lui ; tout le monde se rangeait sur son passage et lui

faisait des *téménas* ou saluts à la turque. Bientôt le nom de Mavroghennis fut entouré d'une légende par l'imagination grecque et vola de bouche en bouche jusqu'aux extrémités de l'île; les enfants chantaient la chanson de Mavroghennis; et trois mois plus tard un vieux moine, habitant une solitude éloignée sur le bord de la mer, me dit avec une curiosité toute voisine de l'admiration : « Mais qu'est-ce donc que ce Mavroghennis ? »

L'agitation n'était pas restreinte aux environs de la Canée. A Rétimo, les Turcs entraient en foule. Le consul et l'ingénieur anglais, disait-on, parcouraient les villages et cherchaient à réunir des signatures pour une adresse au pacha : ils ne réussirent pas. L'agent consulaire de France et d'Autriche, M. Barbieri, se vit menacé dans sa maison par un Turc. A Candie, les désordres furent encore plus graves, parce que de ce côté de l'île les Turcs sont plus fanatiques et plus ardents qu'à la Canée. Ils menacèrent de massacrer Grecs et Européens au premier coup de fusil. La terreur des chrétiens fut extrême : le 31 mai, une foule épouvantée se réfugia sur un vapeur autrichien, la *Croazia*, pour aller chercher un asile à Syra, à Smyrne, dans les îles de l'Archipel. Le caïmakam de Candie, Hassan-Pacha, était alors absent. Gendre de l'ancien gouverneur Méhéméd-Emin-Pacha, il n'aimait pas le gouverneur actuel; il était à Constantinople depuis le mois de novembre 1857, et le divan-effendi, ou premier secrétaire de Vély Pacha, le remplaçait provisoirement. Deux hommes sauvèrent à Candie les chrétiens menacés par les Turcs, un pacha kurde exilé en Crète, Bédrian-Pacha, et l'agent consulaire de France, d'Angleterre et d'Autriche, M. Ittar. Ils parlèrent aux Turcs rassemblés et les empêchèrent de passer des paroles violentes aux voies de fait. M. Ittar ouvrit sa maison à ceux des chrétiens qui lui demandèrent un abri.

Tandis que les Turcs se réfugiaient dans les trois villes fortes, la Canée, Rétimo et Candie, les familles chrétiennes abandonnaient aussi les villages. Elles se retirèrent dans tous les endroits où elles espèrent échapper aux dangers de la guerre. Les nombreux couvents de l'île, ordinairement trop vastes pour les quelques moines qui y vivent, se remplirent de femmes et d'enfants qui habitèrent les cellules désertes, peuplèrent les salles vides et s'installèrent dans les cours. Tout ce qui pouvait offrir un abri, les grottes des montagnes ou des bords de la mer, la vaste carrière appelée le labyrinthe de Gortyne, les cavités des rochers, les endroits d'un accès difficile, devinrent des villages provisoires. De toutes parts les Grecs élevèrent à la hâte des cabanes, les uns avec des broussailles, les autres avec des pierres amoncelées, et y mirent en sûreté leurs familles, pendant qu'eux-mêmes, jeunes gens, hommes mûrs, vieillards qui se rappelaient la révolution de 1821, moines heureux de secouer pour une

bonne cause leurs habitudes paisibles, occupèrent en armes les points importants des montagnes. En peu de temps les villages furent déserts.

A la Canée, les affaires prenaient de jour en jour un aspect plus sinistre. Les Albanais nouvellement arrivés circulaient armés dans les rues, menaçaient les chrétiens, et commençaient à entraîner des jeunes filles dans leur camp et à insulter les étrangers. De nouveaux bruits furent répandus contre les consuls : on raconta qu'un domestique du consul de France parcourait les villages, excitant les insurgés à la révolte. Les officiers du *Solon* ayant fait une promenade au charmant village de Platania, qui est sur les bords de la mer à deux heures de la Canée, on fit semblant de croire qu'ils étaient allés faciliter l'envoi de munitions aux insurgés, et Vély-Pacha députa le chef de la police à Platania. Un autre jour, un agent de police voulut visiter les effets de ces officiers, qui sortaient de la ville pour se promener. Des esprits plus modérés que le gouverneur le poussaient cependant à la conciliation. Le général qui venait d'amener des troupes, Aali-Pacha, envoya un chef de bataillon parler aux insurgés : cet officier écouta leurs plaintes, les trouva fondées et leur dit que, s'ils voulaient les remettre à Aali-Pacha, il se chargerait de les faire parvenir directement à la Porte. Le lendemain, 31 mai, Aali-Pacha en parla au gouverneur et lui proposa, s'il y consentait, d'aller lui-même à Constantinople et d'arranger l'affaire sans verser une goutte de sang. Le gouverneur s'emporta contre lui, et en plein medjiliss l'insulta en se servant d'une expression grossière. Tous ces faits, répétés et commentés par l'inquiétude, exagérés par la terreur, envenimés par l'intrigue, augmentaient l'agitation et mettaient les esprits dans une situation déplorable. Il ne fallait plus qu'une étincelle pour allumer la guerre civile et causer les plus grands malheurs.

Enfin le jeudi 5 juin, à cinq heures du matin, une frégate turque, portant pavillon amiral, vint mouiller dans le port de la Canée et excita une grande attente. On sut bientôt qu'elle amenait une commission envoyée par la Porte et présidée par le vice-amiral Achmet-Pacha. A cet officier, connu par le rôle distingué qu'il joua dans la guerre d'Orient, étaient adjoints deux autres commissaires, Rhamsi-Effendi, ancien secrétaire d'ambassade à Paris, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Costaki-Bey Adossidis, premier interprète au tanzimat. L'amiral amenait avec lui Hassan-Pacha, caïmakam de Candie. Il fit venir immédiatement à son bord Vély-Pacha. Puis il descendit à terre et alla au palais du gouverneur recevoir la visite des consuls. Le soir même Hassan-Pacha partit pour Candie. On ne tarda pas à savoir que les commissaires arrivaient avec des intentions pacifiques, et l'on commença à respirer.

Des complications inattendues allaient aggraver la situation.

## IV

Le lendemain matin les commissaires se rendirent à Sersibilia, propriété de Mustapha-Pacha voisine du camp grec de Soubachi, et, pour que les chrétiens pussent exposer leurs griefs en toute liberté, n'emmenèrent pas avec eux Vély-Pacha. On connut bientôt dans la ville le résultat de cette conférence : les envoyés de la Porte avaient écouté les insurgés et leur avaient promis satisfaction, sauf sur trois points pour lesquels ils ne donnèrent que des espérances et déclarèrent avoir besoin d'en référer à la Porte : la destitution de Vély-Pacha, la réforme de la tutelle des orphelins et la suppression de l'impôt sur la paille. Ils accordèrent la liberté des Séliniotes qui avaient été envoyés au bagne de Constantinople. Le samedi, six capitaines grecs vinrent à la Canée et complétèrent avec l'amiral la conférence de la veille. Le mercredi 9 juin, M. Adossidis partit pour Constantinople afin de lever les dernières difficultés.

A dater de ce jour l'agitation changea de côté et quitta les Grecs pour passer chez les Turcs. Ceux-ci, qui s'ennuyaient de séjourner à la ville au moment où les travaux de la moisson les réclamaient, qui souffraient des misères de leurs familles enfermées dans les maisons, qui, aigris par l'oïveté, acceptaient facilement les mauvais conseils et se laissaient pousser au fanatisme religieux, commencèrent à prendre une attitude plus menaçante. Maintenant plus encore qu'auparavant il était de l'intérêt de Vély-Pacha de les séparer des chrétiens pour donner à l'insurrection un caractère qu'elle n'avait pas, et il convenait à son dépit de les exciter contre les commissaires que la Porte avait chargés de rétablir l'ordre dans sa province. Le jour même où ils débarquèrent à la Canée, les Turcs se plaignirent vivement des pertes que leur causait l'abandon de leurs terres. Le surlendemain, lorsque les chefs grecs vinrent trouver Achmet-Pacha, une petite émeute fut soulevée parmi les Turcs : ils se rassemblèrent en armes à la Spladjia, une des places de la ville, s'emportèrent en invectives contre les chrétiens et demandèrent qu'ils fussent désarmés. La terreur commença à se répandre parmi les familles chrétiennes, dont plusieurs se réfugièrent dans les consulats. Au bout de quelques heures l'amiral réussit à rétablir l'ordre, mais il ne calma pas les esprits. Les Turcs continuèrent, les jours suivants, à se promener en groupes armés, insultèrent les étrangers, se disputèrent avec les Grecs. Dans une de ces disputes, deux Grecs furent blessés ; l'amiral fit fermer

immédiatement les portes de la ville pour empêcher qu'on ne portât au camp de Soubachi cette nouvelle, qui pouvait produire l'explosion redoutée. Il fit parcourir sans cesse la ville par des patrouilles, *suprema les zaptiés*, ou hommes de police de Vély-Pacha, dont il se défiait, et donna le service seulement à des soldats réguliers, auxquels il mêlait des Albanais pour habituer ceux-ci à la discipline. Les Turcs, par dérision, l'appelaient d'un nom grec Papamanolis. Vély-Pacha, disait-on, leur avait fait distribuer une partie des armes, de la poudre et des cartouches qui étaient au dépôt d'artillerie; on racontait que le commissaire Rhamsi-Effendi l'avait trouvé un soir tenant un conciliabule avec les meneurs turcs, et que, pour faire tomber sur les étrangers la responsabilité de l'insurrection, il avait voulu faire signer à Achmet-Pacha un papier attestant que les officiers du *Solon* avaient porté des munitions à Platania.

Personne ne doutait que Vély-Pacha ne fût conseillé et dirigé par le consul d'Angleterre, M. Ongley, et on s'expliqua ainsi un fait assez singulier. Le 15 juin, le vapeur autrichien la *Croazia* amena la jeune Turque convertie, appelée Marigo, qui avait été condamnée par Vély-Pacha, maltraitée par le consul anglais et sauvée par M. Derché. Que venait-elle faire à la Canée, où elle avait tout à craindre de sa famille et des Turcs rassemblés? Les consuls tinrent au consulat de France une réunion où M. Ongley se contenta d'envoyer son chancelier, et décidèrent le renvoi immédiat de Marigo, qui, laissée à bord, repartit le soir pour Syra. Elle avait été certainement appelée par des ennemis de la commission, qui voulaient, en la provoquant à renvoyer cette jeune fille, donner à Achmet-Pacha et à ses collègues l'odieuse de l'intolérance religieuse et soulever contre eux les chrétiens. On comprit mieux cette intrigue trois mois plus tard, lorsque Marigo essaya encore de revenir en Crète, embarquée à Syra par un Anglais et munie d'une lettre de recommandation pour le consul d'Angleterre. On fut alors persuadé qu'au mois de juin c'était M. Ongley, l'ami de Vély-Pacha, qui l'avait fait venir pour susciter des embarras aux commissaires. On sentit dès lors dans les troubles de la Crète la main d'un parti qui était né de ces troubles sous l'inspiration du consul anglais, qui travailla à les entretenir, à attiser la discorde entre les chrétiens et les musulmans, à embarrasser l'administration d'Achmet-Pacha. Quelques sujets des îles Ioniennes furent surpris faisant entrer de la poudre pour la livrer aux insurgés. Les intrigues de ce parti caché étaient plus dangereuses pour Achmet-Pacha que les réclamations des Grecs ou le mécontentement des Turcs.

Le lundi 21 juin on apprit de Constantinople que le sultan avait destitué Vély-Pacha et désigné pour le remplacer Sami-Pacha, ministre de l'instruction publique, et que, jusqu'à l'arrivée du nouveau

gouverneur, les affaires devaient être traitées par Achmet-Pacha. Celui-ci prit en main l'administration et en prévint les consuls, qui tous, excepté le consul anglais, le reconnurent comme gouverneur provisoire de l'île. Une députation du camp de Soubachi vint apprendre de lui que toutes les concessions faites par les commissaires avaient été ratifiées, et lui annoncer que les insurgés commençaient à se disperser. La paix était rendue au pays, si Vély-Pacha s'en allait et si les Turcs des campagnes retournaient dans leurs villages. Mais l'ancien gouverneur retarda son départ de jour en jour, et bientôt même, voyant que son successeur n'arrivait pas, voulut ressaisir l'autorité. En même temps l'agitation, la crainte, la colère, étaient entretenues parmi les Turcs : malgré l'ordre qu'Achmet-Pacha fit afficher le 26 juin, ils ne voulurent pas sortir des villes. Ceux de la Canée demandèrent qu'on les dispensât de payer la dime en dédommagement des pertes qu'ils avaient éprouvées. A Rétimo, ils tuèrent un Grec et violèrent l'église de Péribolia, petit village voisin de la ville : le pacha militaire de l'île, Méhémet-Pacha, partit le 1<sup>er</sup> juillet de la Canée avec des troupes pour aller réprimer ce mouvement. A Candie, quatre cents chrétiens étaient réfugiés dans la maison de l'agent consulaire, M. Ittar. Enfin un événement inattendu poussa les Turcs à des violences qui furent une cause de terreur pour les familles chrétiennes et de préoccupations graves pour les commissaires.

Le vendredi soir 2 juillet, à huit heures et demie, les cris : « On se tue ! on brûle le bazar ! » retentirent dans les rues de la Canée, et en quelques instants des femmes, des enfants, des hommes épouvantés, s'enfuirent de leurs maisons et remplirent les consulats de France, d'Autriche et de Sardaigne. Le consul de Grèce, M. Canaris, étant alors absent de la Canée, la plupart des sujets hellènes se réfugièrent au consulat de France. Le consul d'Angleterre tint sa porte fermée. Il y eut des gens qui se jetèrent à l'eau pour trouver un asile sur les barques qui stationnaient dans le port. On ne connut pas tout de suite la cause de ce désordre. On savait que des balles fulminantes venaient d'être trouvées dans un magasin du bazar, on entendait les cris des Turcs qui se rendaient en foule à la maison qu'habitait Achmet-Pacha, on se demandait si ce n'était pas le massacre qui commençait, et si la guerre civile, imminente depuis sept semaines, n'éclatait pas enfin dans toute son horreur. Voici ce qui venait d'arriver. Un jeune Grec était entré dans le magasin d'un Turc de mauvaise réputation chez qui il avait servi, et, le trouvant à moitié endormi, l'avait tué à coups de couteau. Les gémissements de la victime furent entendus d'une patrouille qui passait, et l'assassin fut arrêté. A cette nouvelle, qui se répandit aussitôt, les Turcs s'ameutèrent en armes et réclamèrent la mort immédiate du coupable. Peu à peu

le désordre, l'exaspération et les cris augmentèrent, et cette foule irritée se porta chez Achmet-Pacha pour qu'il fit droit à sa demande. On lui promit que le jugement allait avoir lieu; mais, malgré cette promesse, elle continua à parcourir la ville en tumulte et se grossit de Turcs qui de tous côtés sortaient armés de leurs maisons. Des patrouilles envoyées dans la ville eurent beaucoup de mal à réprimer cette émeute. Le général Aali-Pacha se mit à la tête d'une de ces patrouilles; voyant un Turc à moitié habillé s'élançant de sa maison, les armes à la main, il lui demanda où il allait. « Les enfants de Mohammed sont en péril, dit l'autre, je vais me joindre à l'armée de Mohammed. » Le général lui donna une paire de soufflets et le fit rentrer. Un colonel turc reçut un coup de couteau. L'amiral lui-même, étant descendu, fut visé par un Turc. Il fallut quelques heures pour rétablir l'ordre, et, à minuit, tout paraissant terminé, les chrétiens quittèrent les consulats et rentrèrent chez eux.

Achmet-Pacha et Rhamsi-Effendi réunirent la nuit même le conseil pour délibérer sur le sort du Grec dont le crime avait été l'occasion de ce désordre; Vély-Pacha prit part à cette délibération. Ce Grec avait été surpris en flagrant délit, avouait son crime, reconnaissait qu'il méritait la mort, et, comme il n'y avait nul doute à ce sujet, fut condamné à l'unanimité. Mais ce que les Turcs avaient demandé, ce qu'ils allaient réclamer les armes à la main dans quelques heures, c'était l'exécution immédiate du coupable, et, avant cette exécution, il y avait une formalité qui exigerait un retard. En Turquie, le sultan seul a le droit de signer un arrêt de mort, et, la Porte n'ayant pas songé à donner ce droit à Achmet-Pacha, il n'osait le prendre de lui-même. Décider la mort sans avoir l'autorité suffisante, c'était céder aux menaces de la population et compromettre la dignité du gouvernement. La refuser, c'était soulever les Turcs, causer le massacre des chrétiens de la ville, et, par suite, appeler la vengeance des chrétiens des montagnes, exciter une guerre générale dans l'île; et qui pouvait prévoir où cette guerre s'arrêterait? Vély-Pacha voulait que l'on refusât. Le conseil entier, Grecs et Turcs, sauf le mollah dévoué au pacha, demandait aux commissaires d'accorder l'exécution de l'assassin. Rhamsi-Effendi ne pouvait se décider à un acte illégal. Achmet-Pacha était dans une irrésolution mortelle: il prévoyait une insurrection des Turcs, avait peu de troupes pour la réprimer et n'était pas sûr de celles qu'il avait: des officiers, disait-on, avaient recommandé aux soldats de ne pas leur obéir, s'ils leur donnaient l'ordre de tirer sur les Turcs. Rien n'était encore décidé quand le jour parut et réveilla l'émeute.

Le samedi matin de très-bonne heure, Vély-Pacha et le consul d'Angleterre se rendirent ensemble à Kalepa. Dans ce petit village, tout

voisin de la Canée, où l'un et l'autre avaient une résidence, habitaient les Turcs du district de Sélino, qui, comme tous les autres, avaient quitté leurs villages. Au bout de quelques heures, Vély-Pacha rentra dans la ville. Ces Turcs séliniotes le suivirent et vinrent augmenter l'agitation où la Canée se trouvait depuis le matin et précipiter le dénouement. Les clameurs de la veille avaient recommencé, mais plus impérieuses et plus violentes. Les Turcs avaient pris le cadavre de leur coreligionnaire assassiné, l'avaient porté à une mosquée, l'entouraient et déclaraient qu'ils ne le laisseraient pas enterrer tant que l'on n'aurait pas exécuté son assassin. La vue de ce cadavre irritait la foule, dont le tumulte allait toujours croissant. A une heure, les Turcs enlevèrent le cadavre, le portèrent en procession dans la ville et se dirigèrent vers la maison où les commissaires et le conseil étaient réunis. La terreur avait de nouveau saisi les chrétiens, qui étaient sans défense contre la colère des Turcs; les consulats furent envahis comme la veille; le couvent français ouvrit aussi ses portes, des familles nombreuses se réfugièrent sur les bateaux du port. Tout à coup on entendit des coups de fusil. Les Turcs, arrivés devant la maison d'Achmet-Pacha, exigeaient que le Grec leur fût livré, proféraient des menaces et commençaient à décharger leurs armes. Les Grecs qui étaient auprès de l'amiral le suppliaient plus vivement que les autres d'abandonner cet assassin, et lui montraient la vie de tous les chrétiens de la Canée exposée, si l'on tardait plus longtemps. Achmet-Pacha, en face du péril suspendu sur toute une population innocente, donna l'ordre de livrer le coupable. Quelques instants après, celui-ci fut étranglé sous les yeux de la foule. Alors eut lieu une scène affreuse : des misérables se ruèrent sur le corps de ce Grec, le saisirent et le traînèrent à travers la ville; des enfants le tiraient par la corde qui serrait son cou; les chaînes qu'on lui avait laissées aux pieds résonnaient sur les pavés et accompagnaient les cris de la foule de leur bruit strident. Les chefs de l'émeute le conduisirent vers l'endroit où sont à côté l'un de l'autre les consulats de France, de Sardaigne et d'Autriche, et là s'arrêtèrent un instant pour insulter les Européens par cet odieux spectacle, et peut-être, en soulevant l'indignation des consuls, les provoquer à une généreuse imprudence, d'où aurait pu suivre une lutte et une invasion des consulats. Les consuls, qui avaient sous leur garde plusieurs centaines de chrétiens, durent se contenir et voir sans l'empêcher cette indignité. Enfin le général Aali-Pacha fit prendre le corps, qui fut transporté dans une église et enterré. Il y eut encore deux ou trois heures d'angoisses pour les chrétiens; puis la foule turque se dispersa dans les cafés, rentra dans les maisons et se contenta de la satisfaction sanglante qu'on lui avait donnée.

Les Turcs semblèrent même honteux du rôle qu'ils venaient de jouer et suivirent sans peine les conseils pacifiques des beys et des agas, des riches propriétaires, qui avaient été contraires à cette émeute. Depuis le matin la population turque avait cédé sans le savoir aux inspirations de ce parti actif, également étranger aux chrétiens et aux musulmans, qui recevait son mot d'ordre de Kalepa, faisait aux commissaires une opposition sourde, ne cessait de semer des bruits contre eux et de les accuser de faiblesse, cherchait à rendre les consuls responsables de l'insurrection grecque et envoyait des articles au *Portofoglio maltaise*, journal anglais. Vély-Pacha alla chez les consuls pour protester contre l'exécution illégale du Grec; mais ils ne virent dans cette démarche qu'une manœuvre dirigée contre les commissaires.

Pendant dix jours encore, les commissaires se trouvèrent dans la même position, entre les Grecs qui protestaient de leur fidélité, mais gardaient les armes par crainte des Turcs, et les agitateurs qui encourageaient les Turcs à rester dans les villes. Vély-Pacha retardait toujours son départ, et son successeur Sami-Pacha n'arrivait pas. L'amiral n'osant garantir aux consuls la sûreté de leurs nationaux, ils prirent des mesures pour les faire embarquer au premier danger. Les Grecs hellènes ou ioniens qui purent s'éloigner partirent pour les îles de l'Archipel. Les Grecs raïas demandèrent à Achmet-Pacha l'autorisation d'émigrer. On accueillait avec anxiété chaque bateau du Lloyd qui arrivait portant des nouvelles.

Celui du 5 juillet amena le consul de France, M. Chatry-Delafosse, qui, alors en congé, avait été rappelé à son poste par la nouvelle de l'insurrection. Les Grecs, à qui la France, là comme dans tout l'empire ottoman, semblait la protectrice naturelle de tous les peuples opprimés, écrivirent une lettre de bienvenue au consul et le prièrent de remercier le chancelier qui, durant son absence, avait géré le consulat. Témoin honnête et désintéressé des événements, M. Derché avait loyalement observé la neutralité entre les partis. Les Grecs, qui voulaient seulement faire connaître leurs besoins et leurs réclamations, savaient qu'ils pouvaient compter sur lui pour donner à Constantinople des renseignements exacts et dire de quel côté était la justice. Les commissaires turcs, désireux de rétablir la paix, n'avaient pas hésité, dès leur arrivée, à lui donner toute leur confiance : son esprit franc et ouvert, la grande connaissance qu'il avait des affaires du pays, l'estime que lui portaient les principaux Turcs de la Canée, l'amitié que lui conservait l'ancien gouverneur de l'île, Mèhémed-Emin-Pacha, avaient attiré Achmet-Pacha et Rhamsi-Effendi vers M. Derché. Enfin les habitants chrétiens de la ville, raïas ou étrangers, Français, Hellènes ou Ioniens, le virent toujours prêt à les re-

cevoir et à les protéger au moment du péril; lorsque, poursuivis par les menaces des Turcs, ils cherchèrent un abri, ils trouvèrent les portes du consulat de France toutes grandes ouvertes et furent accueillis par le gérant du consulat avec un calme énergique et affable. En résignant ses fonctions, M. Derché reçut les remerciements de tous les honnêtes gens, Grecs ou Turcs, qui l'avaient vu agir. Peu de temps après, à cette récompense spontanée que les particuliers avaient donnée à sa conduite, la croix du Sauveur de Grèce et surtout celle de la Légion d'honneur ajoutèrent la consécration flatteuse des distinctions publiques.

Ce ne fut que le lundi 12 juillet que Sami-Pacha arriva à la Canée. Il déclara tout de suite qu'il avait des pouvoirs très-étendus et qu'il ferait pendre le premier individu, Turc ou Grec, qui se conduirait mal. Le lendemain il reçut les capitaines des chrétiens et confirma tout ce qui leur avait été dit par les commissaires. Dans la journée il parcourut la ville à cheval. Comme il passait devant un café où se trouvait le chef nominal de l'insurrection, Mavroghennis, celui-ci en sortit pour le saluer. Sami-Pacha lui dit de l'accompagner, et il entra dans le fort de l'artillerie, Mavroghennis le soutenant par derrière. La réunion de ces deux hommes, de ce petit vieillard turc à barbe blanche qui venait pacifier le pays, et de ce beau pallicare grec qui portait fièrement ses moustaches noires et représentait aux yeux du peuple l'insurrection chrétienne, fit impression et parut annoncer la fin des troubles. Le bruit courut bientôt que Sami-Pacha offrait à Mavroghennis d'entrer dans la garde de la ville avec le grade de capitaine.

Cependant Vély-Pacha était toujours dans le pays. Installé à Kalepa chez le consul anglais, il semblait avoir pris racine dans ce sol de la Crète d'où son gouvernement le rappelait depuis vingt jours. On lui prêtait un projet désespéré : on racontait qu'il songeait à profiter d'un bâtiment de guerre anglais qui était à la Sude pour échapper au jugement qui l'attendait à Constantinople et se réfugier en Angleterre. Il avait voulu, disait-on, sous le protectorat de cette grande puissance, faire de la Crète un gouvernement héréditaire pour sa famille, et, maintenant qu'il avait échoué dans ses desseins ambitieux, il allait demander aux Anglais le salaire de son dévouement. Une ruse de Sami-Pacha triompha de son hésitation. Le mardi 15 juillet, Vély-Pacha vint lui faire une visite. Le vieillard le reçut d'un air affectueux et empressé et lui dit : « Eh bien, pacha mon fils, est-ce que vous vous disposez à partir ? — Oui, Excellence. — Comment ! vous partez tout de suite ! Ah ! mon Dieu ! a-t-on donné les ordres nécessaires ? » Et il appelle un officier : « Allez dire qu'on mette les troupes sous les armes, que la musique se prépare à jouer, que l'on tire le canon pour

rèndre les honneurs dus à Vély-Pacha : il va s'embarquer. » L'officier revient aussitôt et dit que tout est prêt. Alors Sami-Pacha se lève, comble de saluts son prédécesseur et le conduit jusqu'à la porte. Les troupes présentent les armes, la musique fait entendre des fanfares on tire le canon, et Vély-Pacha est embarqué. Lorsqu'il fut sur le bateau qui devait l'emporter, il chercha encore à retarder son départ : le capitaine ne pouvant retirer son ancre, Vély-Pacha envoya dire au gouverneur qu'il désirait descendre à terre pour diner. L'amiral Achmet-Pacha se trouvait dans le port sur un autre vapeur d'où il assistait avec impatience à cette nouvelle scène de retard. A six heures il envoya au capitaine l'ordre de laisser son ancre, et quelques minutes après Vély-Pacha n'était plus en vue de la Canée.

Le surlendemain eut lieu la lecture publique du firman impérial qui nommait Sami-Pacha gouverneur de la Crète et ratifiait les concessions faites aux chrétiens. Les insurgés commencèrent aussitôt à quitter leurs positions et à retourner chez eux. Achmet-Pacha partit pour Constantinople, accompagné du consul d'Angleterre, et laissa en Crète Rhamsi-Effendi pour assister le ministre de la police, Méhémed-Emin-Pacha, qui vint dans l'île, dont il avait été gouverneur, pour faire une enquête sur la conduite de Vély-Pacha et travailler à éloigner les familles turques des villes où elles s'étaient amassées. Il n'eut accompli son œuvre qu'à la fin du mois d'août.

La paix rétablie en Crète était-elle durable ? Les dispositions des deux partis ne semblaient pas l'annoncer. Les Turcs étaient mécontents de la victoire obtenue par les chrétiens. Ceux-ci ne croyaient pas à la sincérité de la Porte, ne comptaient pas sur l'accomplissement de ses promesses, et se fiaient surtout à leurs fusils, qu'ils avaient pendus à leurs murailles. Cette défiance générale éclata dans la conduite de Mavroghennis, qui sortit de l'île tout à coup. On pensa qu'il voulait ainsi échapper aux offres de Sami-Pacha, qui tenait à lui donner un grade dans la police : placé entre le danger de refuser et de s'aliéner le gouverneur, et le danger d'accepter et de s'aliéner les chrétiens, il s'était décidé à partir secrètement.

Visitant l'île à la même époque, je pus m'assurer que les chrétiens n'avaient pas tort de se défier des promesses du gouvernement turc, et que plusieurs clauses du firman ne seraient jamais exécutées.

## V

Tels furent les événements qui agitèrent l'île de Crète du mois de mai au mois d'août 1858. Si le lecteur a eu la patience d'en suivre le

récit jusqu'au bout, il y a vu, comme en un tableau raccourci, la plupart des maux qui accablent la Turquie tout entière, la division des habitants en deux partis irréconciliables, les chrétiens et les Turcs, les réclamations présentées sans cesse par les premiers contre l'oppression de leur liberté nationale, de leurs droits politiques, de leur conscience religieuse, les promesses faites par un gouverneur décidé d'avance à les violer, une lutte sourde mêlée de mensonges et de violences. Il a vu un pays qui vit dans un malaise perpétuel et dont les souffrances ne seront jamais guéries, parce que son gouvernement ne sait ni ne veut y porter remède, et qu'une influence étrangère à la Turquie y entretient le désordre. Il a vu que la Crète, comme tout l'empire ottoman, est affligée de deux maladies, qui sont l'incapacité incurable de l'administration turque et les intrigues de la politique anglaise.

L'administration turque est corrompue dans son principe, ne repose sur aucune idée honnête, et a à sa tête un prince qui, comme ses prédécesseurs et ses successeurs, est condamné par sa naissance, par son éducation, par sa religion, à ignorer les plus simples lois de la morale, et ne connaît pas, à défaut des règles de la conscience, le frein de l'opinion publique. Lorsque j'étais à Constantinople, j'entendis raconter que le sultan avait réuni ses ministres pour leur demander six millions de piastres : il avait à contenter un caprice d'une de ses femmes. Les finances turques étaient alors, comme aujourd'hui, comme toujours, dans une situation critique, et Fuad-Pacha cherchait à négocier un emprunt à Londres. Les ministres firent au sultan les représentations convenables et lui démontrèrent qu'il était impossible d'obtempérer à son désir. Abdul-Medjid les écouta avec la douceur qui lui est habituelle, et, quand ils eurent fini de parler, il leur répondit que ce n'étaient pas six millions, mais douze qu'il exigeait pour le lendemain. Il fallut les trouver à tout prix. Quand la tête est ainsi faite, comment s'étonner que les membres soient difformes ? Les gouverneurs des provinces reproduisent chacun dans leur sphère les vices qui siègent sur le trône. N'ont-ils pas, comme leur souverain, besoin de trouver de l'argent ? Lorsqu'un pacha quitte Constantinople pour aller gouverner une province, il s'adresse à un usurier arménien ou juif qui lui prête la somme nécessaire à son voyage et à son installation. Une fois arrivé au milieu de ses administrés, il s'occupe de payer les dettes qu'il a contractées avant son départ et se fait aider par les raïas, auxquels il ne ménage ni les impôts volontaires ni les contributions inattendues. S'il n'est jamais allé en Europe, s'il ne connaît pas nos usages et nos phrases, il opprime les gens tout simplement, comme au temps passé ; s'est-il frotté aux peuples civilisés, il met des formes à la tyrannie et la décore de prospec-

tus : au fond, l'oppression est la même. Vély-Pacha est-il plus coupable qu'un autre? Non certainement, et on aurait tort de demander qu'il ne pensât et n'agit pas comme tous ceux qui l'entourent, qu'il se mit en contradiction avec les instincts et les habitudes de sa race, avec l'esprit de sa religion, avec les principes admis et répandus en Turquie. Ce qu'il faut accuser, ce n'est pas tel ou tel gouverneur, c'est le peuple turc tout entier, c'est cette horde de soldats barbares qui est venue, il y a cinq siècles, profitant de la décomposition de l'empire arabe et de l'empire byzantin, s'imposer brutalement aux populations chrétiennes de l'ouest de l'Asie et de l'est de l'Europe, qui a détruit ce qui existait avant elle et n'a rien mis à la place, qui, s'établissant sur des ruines, n'a rien fondé, rien constitué, rien bâti, que des bains où les fils de ces conquérants s'énervent par les pratiques d'une mollesse honteuse, et des mosquées d'où part de temps en temps un signal qui porte le massacre dans une nation chrétienne. Ce qu'il faut accuser et attaquer, c'est l'islamisme, cette religion sans amour et sans pureté, qui n'a pas donné à un seul peuple la force de vivre et laisse les nations qu'elle a conquises par l'épée s'éteindre les unes après les autres dans la débauche et dans la cruauté. Telle est la cause véritable de la mauvaise administration de la Turquie, l'infériorité morale de la race dominante et de sa religion; tel est le malheur permanent dont il faudrait débarrasser les peuples chrétiens qui gémissent dans l'empire ottoman.

L'Europe est-elle complètement innocente des hontes et des vices de la Turquie? Il existe une grande puissance, une nation chrétienne qui jouit d'institutions libérales, qui porte de tous les côtés du monde avec un légitime orgueil et une activité prodigieuse la supériorité intellectuelle et morale de la race germanique, et qui cependant a pour politique en Turquie d'empêcher la fin des troubles. Qui de nous n'a pas vu, dans un jour d'émeute ou de rassemblement, des aventuriers se glisser dans la foule qui encombre les rues, semer le désordre autour d'eux, augmenter le tumulte, et, à la faveur de l'agitation qu'ils grossissent, se porter à droite et à gauche et faire un mauvais coup? Tel est le rôle que joue l'Angleterre dans l'émeute perpétuelle qui remplit l'existence de la Turquie. Tandis que la France commet une erreur généreuse en croyant qu'il est possible de civiliser les Turcs, d'éveiller chez eux de bons sentiments et d'élever leurs esprits vers les vérités supérieures de la morale et du droit, l'Angleterre, qui voit les choses plus froidement parce qu'elle ne cherche que son intérêt, comprend beaucoup mieux la situation : elle juge les Turcs tels qu'ils sont et resteront fatalement, sait qu'avec eux l'état normal de ces pays est le désordre et la barbarie, et, comme elle est intéressée à ce que les Turcs vivent, maintient ces malheureux pays dans la barbarie

et dans le désordre. Les Turcs ni les Grecs n'ignorent que cette politique immorale, mais logique, est celle de l'Angleterre. Aussi un diplomate ottoman me disait-il un jour que, s'il fallait mettre la Turquie dans une boîte et confier cette boîte à quelqu'un, il n'hésiterait pas à la confier à l'Angleterre. Les Grecs, de leur côté, ne redoutent rien autant que les progrès de la politique anglaise dans l'empire ottoman. Ils haïssent les Turcs comme leurs oppresseurs, mais ils considèrent les Anglais comme leurs véritables ennemis. Citerai-je, pour le prouver, une scène dont je fus témoin dans le petit village de Rhoghia, aux environs de la ville de Candie? Je venais d'entrer dans une maison pour me reposer et j'avais entamé la conversation avec les paysans. Tout à coup l'un d'eux éprouve une inquiétude et dit à demi-voix à un de ses voisins de prendre garde à moi, que je devais être un Anglais. La défiance gagna plusieurs de ces braves gens; d'autres soutinrent que j'avais bien l'air d'un Français et qu'on pouvait causer avec moi sans crainte. Je suivais avec intérêt cette discussion, où je voyais un hommage rendu spontanément et sous une forme naïve aux sentiments de mon pays. Enfin un jeune homme s'écria : « Ma foi, tant pis, Anglais ou Français, il entendra la vérité. » Et, d'accord avec ses amis, il se livra contre l'Angleterre à une violente diatribe où il déchargea son cœur. « Nous détestons les Turcs, disait-il, mais ce n'est rien auprès de la haine que nous portons aux Anglais : plutôt que de leur obéir, nous aimerions mieux rester toujours sujets des Turcs. » Les Crétois savent en effet que l'Angleterre a les yeux fixés sur leur pays, s'inquiètent de voir sans cesse des bâtiments anglais aborder sur leurs côtes, se racontent que lord Redcliffe a exprimé à la Porte le désir de mettre des magasins dans la Crète et que le gouvernement l'a demandée en garantie de l'emprunt. Ils sont entretenus dans cette aversion par les nombreux habitants des îles Ioniennes qui viennent chercher hors de chez eux un peu de cette liberté que leur refuse le peuple le plus libre de l'Europe. Ils s'épouvantent à la pensée que l'Angleterre pourrait faire de la Turquie un nouvel empire des Indes. Ces craintes sont exagérées, et cependant n'en devons-nous pas tenir compte? La conduite des Anglais en Syrie n'est-elle pas un aversissement sérieux, et devons-nous permettre à cette politique antichrétienne de pousser ses mines sous la terre jusqu'au moment où de nouveaux événements lui donneront l'occasion de se montrer au jour et de recueillir les avantages longtemps convoités et habilement attendus? Commençons du moins à signaler le mal avant qu'il soit irréparable.

L'impuissance radicale de la nation turque à donner à ses sujets la liberté et les garanties de progrès et de bonheur qu'ils réclament, l'obligation morale où est la France de continuer à arrêter la politique

intéressée de l'Angleterre par une politique supérieure aux intrigues et aux passions des partis, et conforme aux besoins, aux intérêts et aux droits des chrétiens de l'empire ottoman, ne sont pas deux vérités nouvelles. Elles ont été souvent proclamées, elles sont consacrées par l'histoire, acceptées par la diplomatie, observées par notre gouvernement. Mais il en est de ces vérités comme de toutes les autres : on ne saurait trop les répéter ni apporter trop de preuves pour les appuyer et les établir solidement dans les esprits. Il faudra bien que dans un avenir peu éloigné des destinées meilleures commencent pour les peuples de la Turquie, et il n'est pas trop tôt d'y penser maintenant et de se préparer à secourir la révolution de l'Orient et à la pousser dans le sens de la justice et de la vérité.

